



DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DU

19 JANVIER 2017

Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec

Place du Maréchal-Foch
93134 Noisy-le-Sec Cedex
Tél. 01 49 42 66 00
Fax : 01 48 43 70 96

www.noisylesec.fr





Conseil municipal du 19 janvier 2017

2017/01-01	Direction Générale des Services	Rapport sur la situation en matière d'égalité femmes hommes
2017/01-02	Direction des Finances	Vote du produit fiscal attendu et fixation des taux des 3 taxes directes locales
2017/01-03	Direction des Finances	Approbation du Budget primitif 2017
2017/01-04	Direction des Finances	Autorisations de programmes (AP) et crédits de paiements (CP) Budget Principal
2017/01-05	Direction des Sports et de la Jeunesse	Approbation des conventions d'objectifs 2017 des associations sportives
2017/01-06	Direction du Développement Urbain & Economiques	Cession à l'euro symbolique des parcelles appartenant à la Ville au sein du Parc des Guillaumes au Territoire Est Ensemble

Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec

Place du Maréchal-Foch
93134 Noisy-le-Sec Cedex
Tél. 01 49 42 66 00
Fax : 01 48 43 70 96

www.noisylesec.fr





EXTRAIT du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

N° ...2017/01-01

L'an deux mille dix-sept le jeudi 19 janvier à 20 h 00, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 13 janvier 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Milles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Souad TERKI, Nicole RIVOIRE, Saïd YAHIA-CHERIF, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU (*arrivé à 21:40*), Axelle ASIK, Sarra BEN ALI, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Emilie TOPSENT, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Gilles GARNIER, Patrick LASCoux, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

Absents ayant donné mandat :

Laurence CORDEAU est représentée par Maryvonne MOYA,
 Guillaume SALOMON est représenté par Souad TERKI
 Samira BUYTENDORP représentée par Sylvain NICOLAS-NELSON
 Olivier DELEU représenté par Marcel SOLIGNY jusqu'à 21:40
 Katia GRAVELOT est représentée par Laurent RIVOIRE
 Miloud GHERRAS est représenté par Ibrahim DIARRA
 Christiane DEL POZO est représentée par Olivier SARRABEYROUSE
 Anne DEO est représentée par Patrick LASCoux

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

1 - DIRECTION GENERALE DES SERVICES

RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ FEMMES HOMMES

Rapporteuse : Madame Elisabeth LEFEUVRE

L'article L. 2311-1-2 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que dans les communes de plus de 20 000 habitants, préalablement aux débats sur le projet de budget, le maire présente un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la commune, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Le contenu de ce rapport et les modalités de son élaboration sont précisés dans l'article 1 du décret n°2015-761 du 24 juin 2015.

Ce rapport doit donc faire état de la politique de ressources humaines de la commune en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A cet effet, il reprend notamment les données du rapport, présenté en comité technique comme prévu à l'article 51 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, relatives au recrutement, à la formation, au temps de travail, à la promotion professionnelle, aux conditions de travail, à la rémunération et à l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle.

Le rapport présente également les politiques menées par la commune sur son territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, telles que définies à l'article 1er de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Il fixe des orientations pluriannuelles et des programmes de nature à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ce rapport comporte un bilan des actions conduites à cette fin dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques de la commune ou du groupement. Il présente notamment le suivi de la mise en œuvre de la clause d'égalité dans les marchés publics. Il peut comporter également une analyse de la situation économique et sociale en matière d'inégalités entre les femmes et les hommes dans la commune ou le groupement, à partir d'un diagnostic fondé sur les interventions relevant de sa compétence et sur les données des bénéficiaires de ses politiques.

Il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de ce rapport.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2311-1-2 et D. 2311-16,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et notamment son article 34 relatif à la création d'emplois par l'organe délibérant et son article 53,

Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

Vu la loi n° 2014 -873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les hommes et les femmes et notamment son article 61,

Vu la loi n° 2015 -991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu le protocole d'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique signé le 08 mars 2013,

Vu le décret d'application n° 2015-761 du 24 juin 2015,

Considérant qu'il convient de présenter au Conseil Municipal un rapport de la situation de l'égalité femmes hommes au sein des effectifs de la Ville,

DELIBERE

Article 1 :

PREND ACTE des éléments détaillés du rapport présentant la situation en matière d'égalité entre les Femmes et les Hommes établi sur la base des données disponibles au 1er janvier 2016.

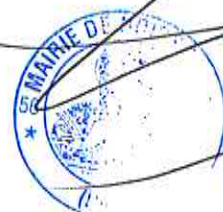
Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Le conseil municipal prend acte du rapport annexé

Le Maire

Laurent Rivoire





EXTRAIT
du Registre des Délibérations du Conseil
Municipal

N° ...2017/01-02

L'an deux mille dix-sept le jeudi 19 janvier à 20 h 00, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 13 janvier 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Elisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Souad TERKI, Nicole RIVOIRE, Saïd YAHIA-CHERIF, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU (*arrivé à 21:40*), Axelle ASIK, Sarra BEN ALI, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Emilie TOPSENT, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Gilles GARNIER, Patrick LASCoux, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

Absents ayant donné mandat :

Laurence CORDEAU est représentée par Maryvonne MOYA,
Guillaume SALOMON est représenté par Souad TERKI
Samira BUYTENDORP représentée par Sylvain NICOLAS-NELSON
Olivier DELEU représenté par Marcel SOLIGNY jusqu'à 21:40
Katia GRAVELOT est représentée par Laurent RIVOIRE
Miloud GHERRAS est représenté par Ibrahim DIARRA
Christiane DEL POZO est représentée par Olivier SARRABEYROUSE
Anne DEO est représentée par Patrick LASCoux

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

2 - DIRECTION DES FINANCES

VOTE DU PRODUIT FISCAL ATTENDU ET FIXATION DES TAUX DES 3 TAXES DIRECTES LOCALES

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

Le produit fiscal attendu pour l'exercice 2017 s'établit à hauteur de 29 017 809 euros. Les taux d'imposition sont constitués du cumul des taux correspondant en 2016 à la part communale et intercommunale. Il s'agit alors de fixer les taux 2017 des trois taxes directes locales tels qu'ils sont inscrits au budget primitif 2017 soit :

Taxes	Taux 2016	Taux 2017	Variation
Taxe d'habitation	26,68 %	26,68 %	+ 0 %
Taxe foncière	28,64 %	28,64 %	+ 0 %
Taxe foncière (non bâti)	27,24 %	27,24 %	+ 0 %

Il est précisé que les taux reflètent le cumul des taux communaux et intercommunaux, à savoir :

	Noisy le Sec	Est Ensemble
Taxe d'habitation	17,73 %	8,95 %
Taxe foncière sur la bâti	28,64 %	
Taxe foncière non bâti	25,01 %	2,23 %

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter le taux 2017 des trois taxes locales tel que prévu dans le premier tableau.

DELIBERATION

Le conseil,

Vu les articles L. 2312-1, L. 2312-2, et L. 2312-3 du code général des collectivités territoriales, concernant les modalités du vote du Budget primitif dans les communes,

Vu l'ordonnance du 26 août 2006 et le décret du 27 décembre 2005, portant modification à compter de l'exercice 2006, de l'instruction budgétaire et comptable M.14,

Vu l'article 1639 A du code général des impôts qui prévoit le vote du produit fiscal et la fixation des taux des trois taxes directes,

Vu le projet de Budget Primitif 2017,

Considérant que le produit fiscal attendu s'établit à hauteur de 29 017 809 euros,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

La commission Finances consultée,

DÉLIBÈREArticle 1 :

Le produit fiscal attendu s'élève à hauteur de **29 017 809 euros**.

Les taux 2017 des trois taxes directes locales s'établissent comme suit :

Taxes	Taux 2016	Taux 2017	Variation
Taxe d'habitation	26,68 %	26,68 %	+ 0 %
Taxe foncière	28,64 %	28,64 %	+ 0 %
Taxe foncière (non bâti)	27,24 %	27,24 %	+ 0 %

Article 2 :

La recette est inscrite au budget primitif 2017 chapitre 73 à l'article 73111 « contributions directes » en opérations non ventilables rubrique 01.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**ABSTENTION : 11 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,
GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras),**

POUR : 32 MAJORITÉ MUNICIPALE

La délibération est adoptée

Le Maire

Laurent Rivoire





EXTRAIT
du Registre des Délibérations du Conseil
Municipal

N° ...2017/01-03

L'an deux mille dix-sept le jeudi 19 janvier à 20 h 00, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 13 janvier 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Elisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Souad TERKI, Nicole RIVOIRE, Saïd YAHIA-CHERIF, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU (*arrivé à 21:40*), Axelle ASIK, Sarra BEN ALI, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Emilie TOPSENT, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

Absents ayant donné mandat :

Laurence CORDEAU est représentée par Maryvonne MOYA,
Guillaume SALOMON est représenté par Souad TERKI
Samira BUYTENDORP représentée par Sylvain NICOLAS-NELSON
Olivier DELEU représenté par Marcel SOLIGNY jusqu'à 21:40
Katia GRAVELOT est représentée par Laurent RIVOIRE
Miloud GHERRAS est représenté par Ibrahim DIARRA
Christiane DEL POZO est représentée par Olivier SARRABEYROUSE
Anne DEO est représentée par Patrick LASCOUX

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

3 - DIRECTION DES FINANCES

APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2017

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

I - LES GRANDS EQUILIBRES DU BUDGET PRIMITIF 2017

- a) Section de fonctionnement
- b) Section d'investissement
- c) Présentation par chapitre

II – VOLET FONCTIONNEMENT

- 1) Les dépenses de fonctionnement
- 2) Les recettes de fonctionnement

III – VOLET INVESTISSEMENT

- 1) Les recettes d'investissement
- 2) Les dépenses d'investissement

Le débat d'orientations budgétaires s'est tenu le 1^{er} décembre 2016.

Les documents présentés lors de ce débat ont permis de cadrer les évolutions prévisionnelles des grands agrégats du budget 2017.

Le rapport de présentation du budget primitif 2017 présente :

- * les grands équilibres et la présentation par chapitre,
- * la structure de notre section de fonctionnement,
- * le détail de notre section d'investissement.

Il est à préciser que les flux financiers (Fonds de Compensation des Charges Transférées : part "fiscalité et part "d'équilibre") adossés à l'E.P.T. "Est Ensemble" font l'objet d'une intégration dans le budget primitif à hauteur des masses budgétaires de l'année 2016.

I) LES GRANDS ÉQUILIBRES DU BUDGET PRIMITIF 2017

Conformément aux règles budgétaires, la présentation du budget primitif 2017 s'établira autour de la section de fonctionnement et de la section d'investissement,

a) Section de fonctionnement

	BP 2016	BP 2017
Dépenses réelles	59 526 759 €	66 950 094 €
Dépenses d'ordre	3 069 060 €	4 064 215 €
Dépenses totales	62 595 819 €	71 014 309 €

	BP 2016	BP 2017
Recettes réelles	62 595 819 €	71 014 309 €
Recettes d'ordre	0 €	0 €

Recettes totales	62 595 819 €	71 014 309 €
------------------	--------------	--------------

b) Section investissement

	BP 2016	BP 2017
Dépenses réelles	15 838 457 €	19 091 003 €
Dépenses d'ordre	220 064 €	0 €
Dépenses totales	16 058 521 €	19 091 003 €

	BP 2016	BP 2017
Recettes réelles	12 769 397 €	15 026 788 €
Recettes d'ordre	3 289 124 €	4 064 215 €
Recettes totales	16 058 521 €	19 091 003 €

L'agrégation du budget primitif s'établit comme suit :

	BP 2016	BP 2017
Dépenses d'investissement	16 058 521 €	19 091 003 €
Dépenses de fonctionnement	62 595 819 €	71 014 309 €
Dépenses cumulées	78 654 340 €	90 105 312 €

	BP 2016	BP 2017
Recettes d'investissement	16 058 521 €	19 091 003 €
Recettes de fonctionnement	62 595 819 €	71 014 309 €
Recettes cumulées	78 654 340 €	90 105 312 €

c) Présentation du budget primitif par chapitre

Section de fonctionnement

Les tableaux ci-après permettent la visualisation globale du budget présenté par chapitre,

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
011 – Charges à caractère général	13 744 224 €	70 – Produit des services	3 663 009 €
012 – Dépenses de personnel	37 460 921 €	73 – Impôts et taxes	45 760 242 €
014 – Atténuation de produit		74 – Dotations et subventions	20 370 892 €
65 – Autres charges de gestion courante	13 292 639 €	75 – Autres produits de gestion courante	734 871 €

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

Envoyé en préfecture le 30/01/2017
 Reçu en préfecture le 30/01/2017
 Affiché le 30/01/2017
 ID : 093-219300530-20170119-DELIB_17_01_03-DE

66 - Charges financières	2 364 760 €	76 – Produits financiers	0 €
67 - Charges exceptionnelles	87 550 €	77 – Produits exceptionnels	22 000 €
042 – Opérations d'ordre	1 573 000 €	013 – Atténuation de charges	463 295 €
023 - Autofinancement	2 491 915 €		
TOTAL	71 014 309 €	TOTAL	71 014 309 €

Section d'investissement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
13 – Subventions d'investissement	0 €	10 – Dotations et fonds divers	2 100 000 €
16 – Emprunts et dettes assimilées	4 835 608 €	13–Subventions d'investissement	4 680 000 €
20 – Immobilisations incorporelles	400 000 €	16 Emprunt et dettes assimilées	8 146 788 €
204 – Subventions d'équipements	75 000 €	165 – Dépôts et cautionnement reçus	
21 – Immobilisations corporelles	6 408 265 €	45 – Opérations pour compte de tiers	100 000 €
23 – Immobilisations en cours	573 000 €	021 -Autofinancement	2 491 915 €
Autorisations de programmes	6 414 130 €	042 – Opérations d'ordre	1 573 000 €
27 – Autres immobilisations financières	200 000 €		
45 – Opérations pour compte de tiers	100 000 €		
TOTAL	19 091 003 €	TOTAL	19 091 003 €

II - VOLET FONCTIONNEMENT

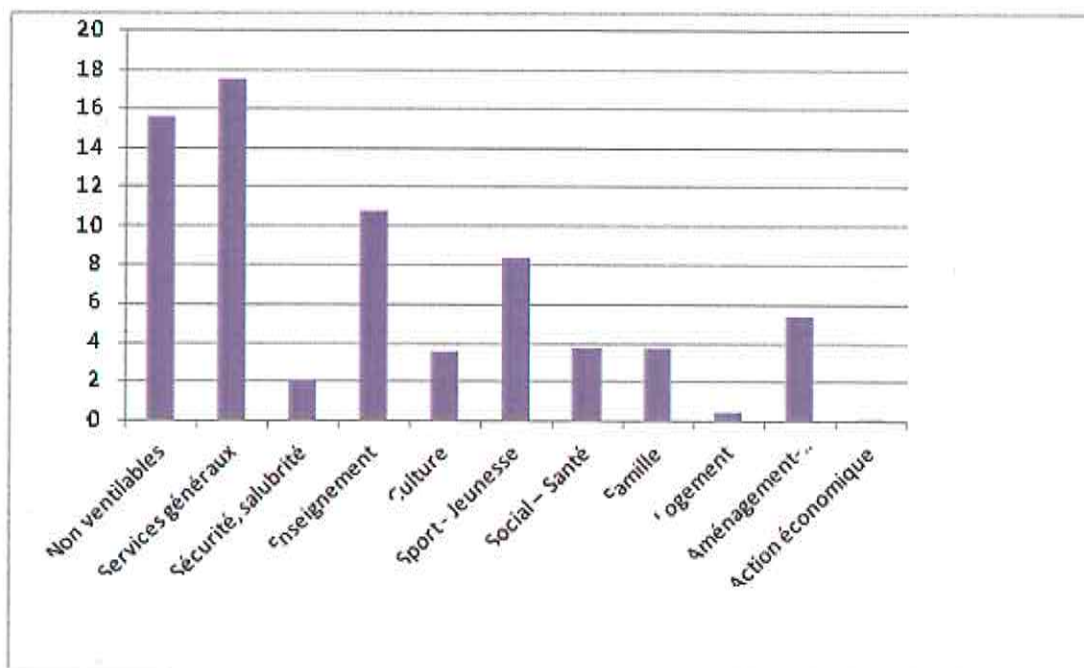
Les crédits budgétaires en fonctionnement s'équilibrent en dépenses et en recettes à hauteur de 71 014 309 euros.

La section de fonctionnement comprend les opérations réelles et les opérations d'ordre qui s'établissent comme suit :

- l'autofinancement prévisionnel en recettes à hauteur de 2 491 915 euros,
- les opérations d'ordre en sections neutralisées : la dotation aux amortissements pour 1 300 000 euros et la somme de 273 000 euros destinée à une régularisation de capitalisation d'intérêt sur un emprunt de la Caisse des Dépôts et Consignations.

1) Les dépenses de fonctionnement

La répartition des dépenses de fonctionnement (en M€) par périmètre d'action publique s'établit comme suit :



a) Les charges à caractère général (chapitre 011) : 13 744 224 €

Les charges à caractère général sont constituées des dépenses adossées au fonctionnement de l'ensemble des services de la ville.

b) Les charges de personnel (chapitre 012) : 37 460 921 euros

Le budget primitif 2016 prévoyait des crédits budgétaires pour un montant de : 39 062 417 euros. Force est de constater une baisse représentative à hauteur de : 1 601 497 euros soit : - 4,3 %.

Si le ratio entre les dépenses de personnel et les dépenses de fonctionnement (DP/DRF) connaît une baisse significative en 2017 (56 % contre 65,62 % en 2016), et atteste des actions majeures engagées pour maîtriser et baisser la masse salariale, il est néanmoins à pondérer au regard des évolutions de dépenses en fonctionnement (compensées par les recettes correspondantes) liées à l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble. Cette hausse artificielle des dépenses augmente le budget global des dépenses réelles de fonctionnement, au moment où les dépenses de personnel baissent.

L'évolution attendue des effectifs en 2017 est maîtrisée (croissance négative entre les effectifs ETP au 01/01/2016 et les effectifs ETP au 01/01/2017), et donc inférieure au taux de croissance des effectifs constaté dans la fonction publique territoriale (+1.5% pour les communes en 2014, source : INSEE). La prévision budgétaire 2017 prend en compte les suppressions intervenues en 2016.

Comme exposé dans la note préfigurant le débat d'orientation budgétaire (DOB), la masse salariale est impactée par plusieurs facteurs et notamment par l'augmentation mécanique liée au « GVT » (glissement vieillesse technicité), particulièrement significative en 2017 du fait de réformes liées au « PPCR » (parcours professionnels des carrières et des rémunérations).

A titre indicatif les mesures devant être appliquées en 2017, notamment pour la catégorie C qui représente la

catégorie d'emploi la plus importante pour les communes, est estimée à plus de 300 000 euros, cette évolution en 2017 se répercutant sur les exercices suivants en tenant compte de l'effet report. Il convient en outre de noter que certaines des mesures liées à ce texte législatif, concernant l'ensemble des catégories et cadres d'emploi, sont programmées sur une durée pluriannuelle, et ce jusqu'en 2020.

D'autres éléments sont à prendre en compte, notamment les impacts sur la masse salariale des mouvements de personnels (effet dit noria des départs à la retraite prévus, reclassements etc). Ces derniers éléments ont fait l'objet d'une étude approfondie afin d'en maîtriser les effets, et d'un accompagnement formalisé des reclassements et mobilités, afin d'articuler le développement des compétences internes avec les besoins évolutifs des services.

Pour permettre que cette évolution incompressible de la masse salariale puisse être anticipée, contenue, et ici neutralisée, la municipalité a mené en 2016 plusieurs actions significatives qui seront poursuivies ou accentuées en 2017.

Ces actions sont notamment les suivantes :

Une projection pluriannuelle des besoins en recrutement, avec une interrogation systématique du recrutement sur postes vacants, en privilégiant, lorsque les compétences recherchées le permettent, la mobilité interne. Il semble difficile de geler l'ensemble des besoins en recrutements sur postes vacants, au risque de mettre en péril la continuité de service et la qualité du service rendu. C'est la raison pour laquelle la collectivité s'est dotée de dispositifs d'accompagnement ressources humaines des parcours professionnels, et d'une politique de formation visant à encourager le développement des compétences individuelles et collectives.

La maîtrise des heures supplémentaires et des remplacements (impliquant en 2017 une réorganisation du temps de travail de certains services, afin également d'éviter qu'une croissance non maîtrisée des heures supplémentaires ne masque des besoins en emplois et en aménagement des temps de travail).

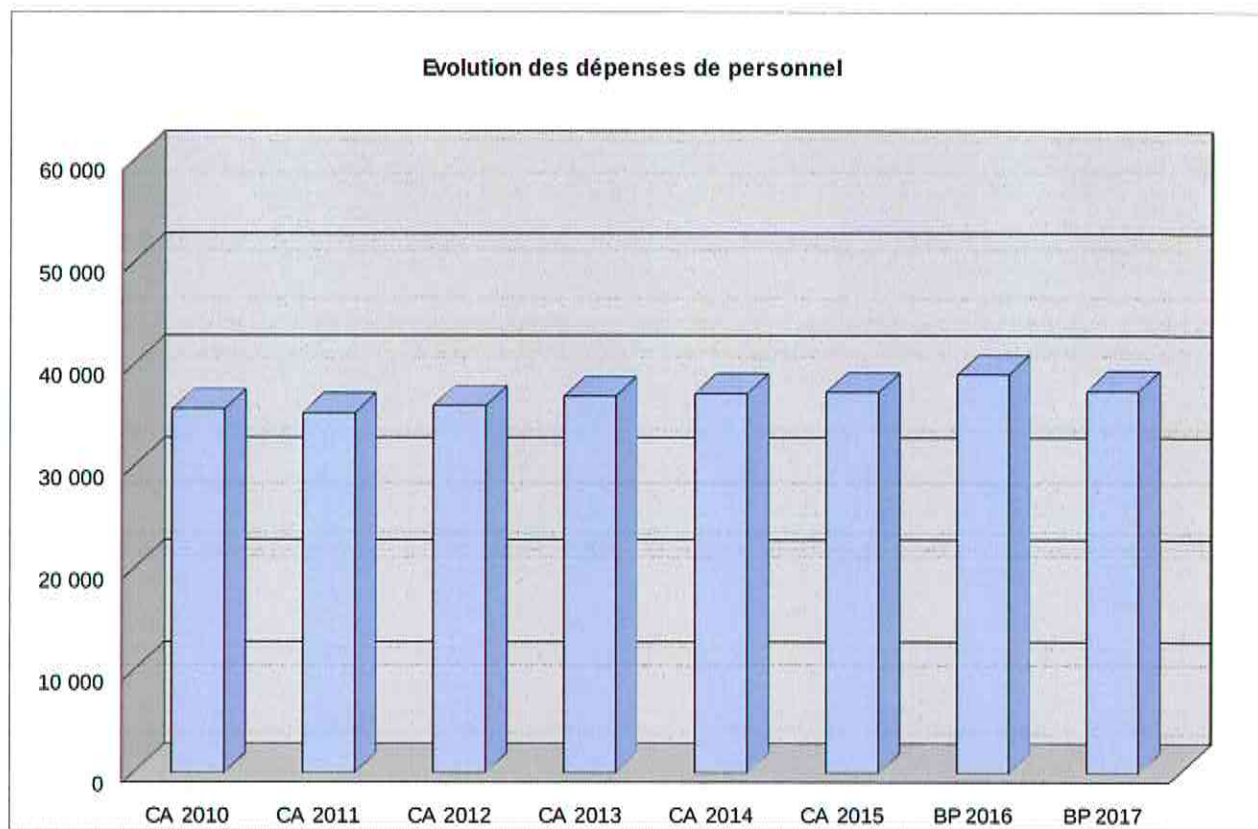
La continuité des réorganisations engagées en 2016, qui ont permis de rationaliser les besoins en effectifs, notamment sur les secteurs fortement impactés par des besoins de renfort ponctuels. Cet impact significatif a pu être observé dans l'exécution du BP 2016, le réalisé étant inférieur aux prévisions, ce qui a permis de réajuster ces prévisions au plus près pour le BP 2017. L'organisation des services sera réinterrogée dans un double objectif d'efficience et d'adaptation aux nouveaux besoins de l'action publique et des noiséens.

La maîtrise de l'absentéisme, engagée notamment via la mise en œuvre des engagements liés à l'accord sur la prévention de la santé et de la qualité de vie au travail, signé en 2016 avec l'organisation syndicale CFDT, et associant l'ensemble des acteurs de la prévention.

La mise en œuvre en 2017 du nouveau régime indemnitaire (régime indemnitaire lié aux fonctions, expertise, sujétions spéciales et engagement professionnel, ou RIFSEEP), en concertation avec les partenaires sociaux. En effet la politique de rémunération appliquée dans la collectivité doit permettre d'une part la reconnaissance de l'implication des personnels, mais aussi s'inscrire dans la démarche engagée de maîtrise des parts variables de rémunération.

La mise en œuvre du plan de formation pluriannuel 2017/2019, dont les orientations ont été adoptées en CT de novembre 2016.

Cette prévision budgétaire rigoureuse va donc de pair avec le respect des engagements pris d'une politique de gestion des ressources humaines ambitieuse, visant notamment à garantir l'attractivité des emplois, l'accompagnement des besoins des services et des parcours professionnels, tout en permettant aux encadrants d'être soutenus dans leurs fonctions. La réalisation de ces objectifs suppose donc une anticipation constante et partagée de l'évolution de la masse salariale, dont la maîtrise est conditionnée par les projets politiques portés par les services, et aux besoins organisationnels qu'ils impliquent.



c) Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) : 13 292 639 euros

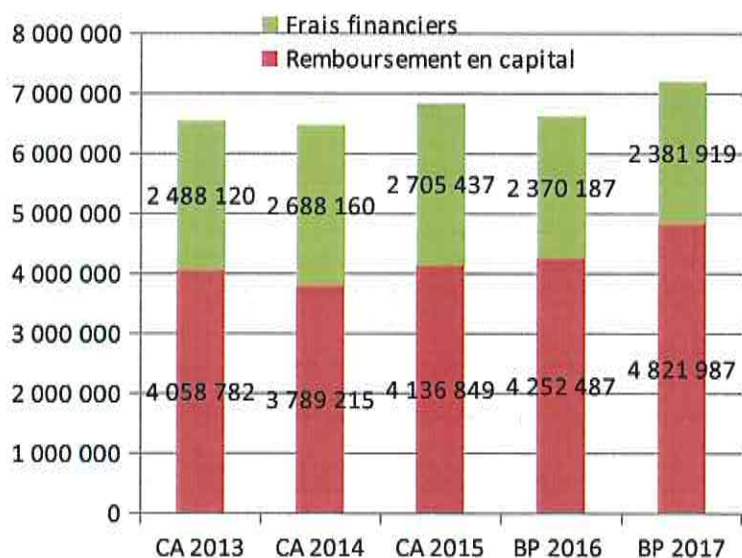
Ce chapitre est constitué de différentes lignes budgétaires adossées notamment aux subventions allouées aux associations, au C.C.A.S. au théâtre des Bergeries, aux indemnités et aux frais de formation des élus et une provision pour les créances irrécouvrables.

Par ailleurs, ce poste est en nette augmentation car il est intégré au sein de ce chapitre d'une part, la part fiscalité du F.C.C.T. reversée à l'E.P.T. "Est Ensemble" et, d'autre part, la deuxième fraction du F.C.C.T. dite d'équilibre.

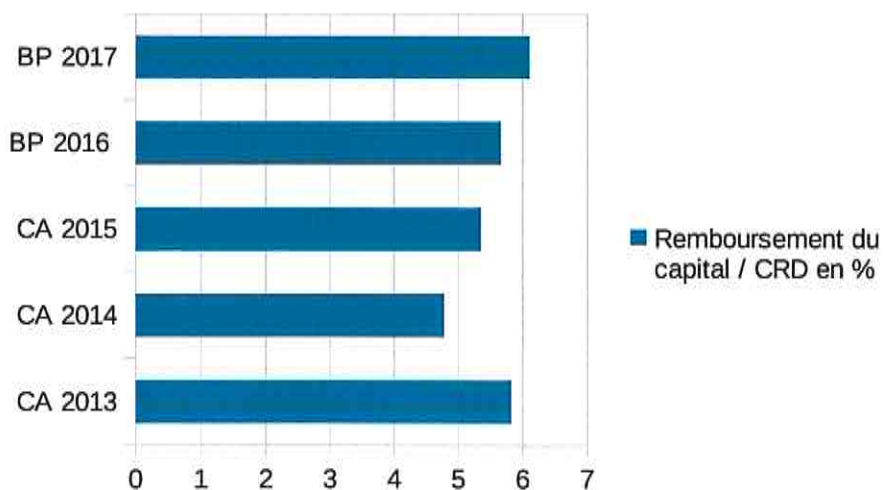
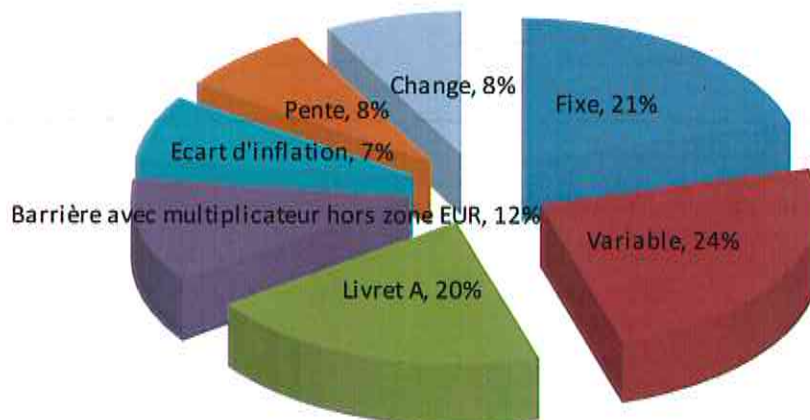
d) Les charges financières (chapitre 66) : 2 364 760 euros

L'ensemble des états relatifs à la dette au 1^{er} janvier 2017 sont joints en annexe du budget. Au 1^{er} janvier 2017 notre encours s'établit à hauteur de 79 M€. Les frais financiers, quant à eux, sont évalués à 2,38 M€ dont 1,3 M€ d'intérêts estimés au regard des paramètres de fixing. L'endettement de la ville reste maîtrisé et sa gestion optimisée positionne les frais financiers à un niveau inférieur (- 252 290 euros) à ceux de 2016.

Structure de notre dette:



Dette par type de risque



e) Les charges exceptionnelles (chapitre 67) : 87 550 euros

2) Les recettes de fonctionnement

Les recettes réelles s'élèvent à hauteur de 71 014 309 euros,

a) Produits des services et du domaine (chapitre 70) : 3 663 009 euros

Dans ce chapitre, se cumulent l'ensemble des recettes liées aux activités faisant l'objet d'une facturation auprès des usagers du service.

On retrouve sur ce compte les produits issus principalement :

- les redevances et droits relatifs aux services à caractère social : 1 974 900 euros (BP 2016 : 1 904 266 euros)
- les redevances liées aux services périscolaires et de l'enseignement : 1 144 500 euros (BP 2016 : 1 163 900 euros)
- les recettes du secteur sportif : 0 euros. La régie de recettes de la piscine a été transférée à l'ETP "Est Ensemble". (BP 2016 : 150 000 euros)
- les produits à caractère culturel : 1 000 euros, La régie de recettes du conservatoire a fait l'objet d'un transfert à l'ETP "Est Ensemble". (BP 2016 : 151 000 euros)
- les recettes relatives au secteur des loisirs : 40 000 euros (BP 2016 : 43 260 euros)

b) Les impôts et taxes (chapitre 73) ; 45 760 242 euros

1, *La fiscalité directe* : 29 017 809 euros

Conformément à nos engagements et, ce, depuis l'année 2011, aucune pression fiscale ne sera opérée.

Aussi, les taux appliqués s'établiront comme suit :

Taxe d'habitation : 26,68 %

Taxe foncière (bâti) : 28,64 %

Taxe foncière (non bâti) : 27,24 %

Il est précisé que les taux reflètent le cumul des taux communaux et intercommunaux, à savoir :

	Noisy le Sec	Est Ensemble
Taxe d'habitation	17,73 %	8,95 %
Taxe foncière sur la bâti	28,64 %	
Taxe foncière non bâti	25,01 %	2.23 %

Considérant la date de vote du budget qui se trouve être antérieure à la transmission des bases prévisionnelles (état 1259), l'hypothèse retenue a été une augmentation des bases fiscales à hauteur de + 0,4 %. Pour rappel, le dispositif relatif à l'exonération de la taxe d'habitation "des foyers modestes" a généré une perte, pour 2016, de bases de 2 M€ induisant un produit fiscal amoindri à hauteur de 0,6 M€,

2, *Les dotations et taxes* :

Afin de parfaire à des règles prudentielles en terme de prévisions budgétaires, les dotations ont fait l'objet d'une inscription à l'identique des notifications.

Les principaux postes s'établissent comme suit :

- l'attribution de compensation : 10 393 173 euros
- le Fond de Solidarité d'Ile de France : 3 902 078 euros
- le Fond de Péréquation Intercommunal des Communes : 1 082 182 euros

Les autres taxes concernent principalement :

- la taxe additionnelle aux droits de mutation : 750 000 euros
- la taxe sur l'électricité : 530 000 euros
- la taxe sur les emplacements publicitaires : 85 000 euros

c) Les autres dotations et participations (chapitre 74) : 20 370 892 euros

Ce chapitre est en augmentation car est intégrée la dotation de compensation aux groupements qui fait l'objet d'un reversement à l'E.P.T. "Est Ensemble".

Les principaux postes budgétaires s'établissent de la façon suivante :

- La Dotation Globale de Fonctionnement : 4 575 870 euros
- La Dotation de Solidarité Urbaine : reconduction du montant 2016 notifié : 5 960 203 euros
- La Dotation Nationale de Péréquation : reconduction du montant 2016 notifié : 835 189 euros
- Les subventions de l'Etat et la Caisse d'Allocations Familiales : 2 902 117 euros
- Les subventions de Conseil Régional Ile de France : 42 000 euros
- Les subventions du Conseil Départemental : 435 678 euros. A titre de précision, la baisse est liée à la suppression du financement adossé aux crèches.
- Les compensations fiscales de l'Etat :

Ces dotations sont versées aux collectivités pour compenser les exonérations accordées par l'Etat aux contribuables en terme de taxe d'habitation, et de taxe foncière,

Taxe d'habitation : 759 590 euros

Taxe foncière : 340 459 euros

- La Dotation Générale de Décentralisation : 209 000 euros

d) Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) : 734 871 euros

Ce poste contient deux lignes budgétaires :

- les revenus des immeubles du patrimoine communal pour 595 371 euros
- La concession de services liée au marché place des Découvertes : 139 500 euros

e) Les produits exceptionnels : 22 000 euros

III - VOLET INVESTISSEMENT

Les crédits budgétaires adossés aux investissements s'équilibrent en dépenses et en recettes à hauteur de 19 091 003 euros.

La section d'investissement comprend également les opérations réelles et les opérations d'ordre qui s'établissent comme suit :

- l'autofinancement prévisionnel en recettes à hauteur de 2 491 215 euros,
- les opérations d'ordre entre section : la contrepartie des prévisions prévues en dépenses de fonctionnement.

1) Les recettes d'investissement

Elles s'élèvent à hauteur de 19 091 003 euros.

Les recettes réelles d'investissement prévues s'établissent à 15 026 788 euros.

La répartition est la suivante :

a) Les dotations et les fonds propres (chapitre 10) : 2 100 000 euros

La somme de 1 500 000 euros au titre du Fond de Compensation de la T.V.A. et 600 000 euros concernant la taxe d'aménagement,

b) Les subventions (chapitre 13) : 4 680 000 euros qui se répartissent comme suit :

- La somme de 2 500 000 euros concerne la participation de l'aménageur "Sequano" fléchée sur la Z.A.C , quartier durable de la Plaine de l'Ourcq.
- Le solde de financement du Conseil Régional adossé à l'ANRU, quartier du Londeau pour 860 000 euros et 910 000 euros pour le quartier de la Boissière.
- Un montant à hauteur de 240 000 euros relatif à la subvention notifiée par le Centre National du Développement Sportif liée aux travaux sur le gymnase Visinoni,
- Un montant de 50 000 euros relatif à la participation pour voirie et réseaux.

c) Les opérations pour compte d'autrui (chapitre 45) : 100 000 euros

Ce montant est neutre budgétairement. Une prévision est inscrite en dépenses d'investissement,

d) L'emprunt (chapitre 16) : 8 146 788 euros

Cet emprunt sera bien évidemment, comme les années antérieures, décaissé en fonction de notre besoin de trésorerie,

2) Les dépenses d'investissement

Le budget dédié à l'investissement de la ville se répartit entre les dépenses inscrites au titre des autorisations de programme et les dépenses prévues individuellement.

Ces dépenses s'établissent à hauteur de 19 091 003 euros et leur répartition est la suivante :

a) les subventions d'investissement versées (chapitre 13) : 50 000 euros

Il s'agit de la participation pour travaux de voirie réseaux. Ce poste budgétaire est neutre car une dotation à l'identique est prévue en recette.

b) les remboursements d'emprunt (chapitre 16) : 4 835 608 euros.

c) les dépenses relatives aux immobilisations incorporelles (chapitre 20) : 400 000 euros

Il s'agit essentiellement des frais d'études et de l'acquisition de logiciels et licences.

d) les dépenses liées aux immobilisations corporelles (chapitre 21) : 6 408 265 euros

La répartition des principaux postes budgétaires s'établit comme suit :

- la mobilisation foncière relative au futur collège dans le quartier Plaine Ouest pour 3 000 000 euros,
- Le financement de la réhabilitation et l'agrandissement du gymnase Visinoni s'établit à hauteur de 956 800 euros. Les travaux prévus permettront une augmentation supplémentaire de la surface de 360 m² comprenant : 3 sanitaires (dont 1 P.M.R), la remise aux normes électriques, la reprise des peintures, des gradins complémentaires (accueil de 45 personnes) et la reprise du sol pour la zone de jeux.
- une enveloppe de 300 000 euros destinée aux travaux de mise en accessibilité,
- des crédits budgétaires alloués à l'éclairage public à hauteur de 252 000 euros dont notamment rue du 19 mars 1962 et rue de l'Abbé Gitenet,
- une enveloppe relative à des travaux au stade Huvier pour 200 000 euros,
- la somme de 100 000 euros destinée au programme de rénovation des cantines scolaires,
- 80 000 euros pour les caméras de télésurveillance,
- 75 250 euros pour les changements de chaudière,
- un montant de 400 000 euros pour les opérations de maintenance,
- la somme de 50 000 euros pour parfaire aux mises aux normes de la salle de spectacle du Théâtre des Bergeries,
- des crédits budgétaires à hauteur de 70 000 euros destinés à des travaux au Centre de Santé Municipal,
- 68 000 euros destinés au Centre Technique Municipal,
- 50 000 euros pour des travaux au sein des crèches,
- un montant de 75 000 euros pour l'acquisition des véhicules,
- la somme de 35 000 euros pour les plantations d'arbres,
- un montant dédié aux cimetières pour 50 000 euros (colombarium et travaux liés aux reprise de concessions).

e) les dépenses relatives aux immobilisations en cours et autorisations de programme (chapitre 23) : 6 987 130 euros

Au titre des autorisations de programmes, les crédits de paiements s'établiront comme suit :

- L'ANRU du quartier du Londeau ; 1 290 000 euros,
- L'ANRU du quartier de la Boissière : 730 000 euros,
- Le Groupe scolaire Langevin : 10 000 euros.
- Le Groupe scolaire Jean Renoir : 4 384 130 euros. Celui-ci sera composé de 22 classes et l'ensemble du bâtiment sera décomposé comme suit :
 - ◆ l'école élémentaire avec 12 classes avec une cour de récréation de 1200 m²
 - ◆ l'école maternelle avec 10 classes avec une cour de récréation de 1300 m²,
 - ◆ un restaurant scolaire,
 - ◆ un centre de loisirs avec 5 classes.
- une enveloppe budgétaire à hauteur de 140 000 euros sera allouée, comme les années antérieures, pour l'entretien ou le remplacement des jeux dans les squares et dans les écoles,
- des crédits pour 80 000 euros destinés à la réfection des cours dans les écoles,
- la somme de 200 000 euros pour l'enfouissement des réseaux, rue Pierre Curie,
- un montant de 35 000 euros pour la mise aux normes des zones 30,
- des crédits pour 53 000 euros afin de mettre aux normes IUFR au niveau des bus.

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 30/01/2017

Reçu en préfecture le 30/01/2017

Affiché le 30/01/2017

ID : 093-219300530-20170119-DELIB_17_01_03-DE

f) les autres immobilisations financières (chapitre 27) : 200 000 euros

L'inscription budgétaire à hauteur de 200 000 euros concerne la participation de la Ville dans le cadre de la ZAC du Quartier Durable Plaine de l'Ourcq,

g) Les opérations pour compte d'autrui (chapitre 45) : 100 000 euros

Ce montant est neutre budgétairement. Une prévision est inscrite en recettes d'investissement.

DELIBERATION

Le conseil,

Vu les articles L. 2312-1, L. 2312-2, et L. 2312-3 du code général des collectivités territoriales, concernant les modalités du vote du Budget primitif dans les communes,

Vu l'ordonnance du 26 août 2006 et le décret du 27 décembre 2005, portant modification à compter de l'exercice 2006, de l'instruction budgétaire et comptable M.14,

Vu le projet de Budget Primitif 2017,

Considérant l'équilibre des sections de fonctionnement et d'investissement,

Considérant la tenue du débat d'orientations budgétaires le 1^{er} décembre dernier,

Sur proposition de Monsieur le Maire,
Se prononçant par chapitre,

La commission Finances consultée,

DÉLIBÈREArticle 1 :

Décide d'adopter l'ensemble des chapitres du budget.

Et approuve le budget primitif 2017 de la ville dans les conditions d'équilibre suivantes :

Sections	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	71 014 309 €	19 091 003 €
Recettes	71 014 309 €	19 091 003 €

La présentation par chapitre s'établit comme suit:

SECTION DE FONCTIONNEMENT**Dépenses**

Chapitre	Libellé	BP 2017
011	Charges à caractère général	13 744 224 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	37 460 921 €
65	Autres charges de gestion courante	13 292 639 €
66	Charges financières	2 364 760 €

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

Envoyé en préfecture le 30/01/2017
 Reçu en préfecture le 30/01/2017
 Affiché le 30/01/2017
 ID : 093-219300530-20170119-DELIB_17_01_03-DE

67	Charges exceptionnelles	87 550 €
Total des dépenses réelles de fonctionnement		66 950 094 €
023	Virement à la section d'investissement	2 491 215 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre section	1 573 000 €
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		4 064 215 €
TOTAL		71 014 309 €

POUR : 32 MAJORITÉ MUNICIPALE
CONTRE : 11 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,
 GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras)

Recettes

Chapitre	Libellé	BP 2017
013	Atténuation de charges	463 295 €
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	3 663 009 €
73	Impôts et taxes	45 760 242 €
74	Dotations et participations	20 370 892 €
75	Autres produits de gestion courante	734 871 €
76	Produits financiers	0 €
77	Produits exceptionnels	22 000 €
Total des recettes réelles de fonctionnement		71 014 309 €
TOTAL		71 014 309 €

POUR : 32 MAJORITÉ MUNICIPALE
CONTRE : 11 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,
 GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras),

SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé	BP 2017
----------	---------	---------

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 30/01/2017

Reçu en préfecture le 30/01/2017

Affiché le 30/01/2017

ID : 093-219300530-20170119-DELIB_17_01_03-DE

20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	400 000 €
204	Subventions d'équipement versées	75 000 €
21	Immobilisations corporelles	6 408 265 €
23	Immobilisations en cours	573 000 €
	Total des opérations d'équipements (CP)	6 414 130 €
Total des dépenses d'équipements		13 870 395 €
13	Subventions d'investissement	85 000 €
16	Emprunts et dettes assimilées (dont 165)	4 835 608 €
27	Autres immobilisations financières	200 000 €
45..1	Opérations pour compte de tiers	100 000 €
Total des dépenses réelles d'investissement		19 091 003 €
TOTAL		19 091 003 €

POUR : 32 MAJORITÉ MUNICIPALE

**CONTRE : 11 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,
GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras)**

Recettes

Chapitre	Libellé	BP 2017
13	Subventions d'investissement	4 680 000 €
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	8 136 788 €
204	Subventions d'équipement	0 €
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	2 100 000 €
165	Dépôt et cautionnement reçus	10 000 €
27	Autres immobilisations financières	0 €
024	Produits des cessions d'immobilisations	0 €
45..2	Total opérations pour compte de tiers	100 000 €
Total des recettes réelles d'investissement		15 026 788 €
021	Virement de la section de fonctionnement	2 491 215 €

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 30/01/2017
 Reçu en préfecture le 30/01/2017
 Affiché le 30/01/2017
 ID : 093-219300530-20170119-DELIB_17_01_03-DE

040	Opérations.d'ordre entre sections : Amortissements	1 573 000 €
Total des recettes d'ordre d'investissement		4 064 215 €
TOTAL		19 091 003 €

POUR : 32 MAJORITÉ MUNICIPALE
CONTRE : 11 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,
 GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras)

Article 2:

Approuve les subventions aux associations (dont la liste est présentée en annexe du budget).

Yveline Jen ne prend part au vote en ce qui concerne la subvention pour l'EINA (enfants inadaptés de Noisy et leurs amis).

Gilles Garnier ne prend pas part au vote en ce qui concerne la subvention pour l'Aptis CMPP.

Olivier Sarrabeyrouse ne prend pas au vote en ce qui concerne la subvention pour Les Fous du Volant Badminton.

ABSTENTION 6 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,
POUR : 37 MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras)

Article 3 :

Approuve l'ensemble des annexes budgétaires.

POUR : 32 MAJORITÉ MUNICIPALE
CONTRE : 11 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,
 GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras)

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

POUR : 32 MAJORITÉ MUNICIPALE
CONTRE : 11 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,
 GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras)

Le budget est adopté

Le Maire

Laurent Rivoire





EXTRAIT
du Registre des Délibérations du Conseil
Municipal

N° ...2017/01-04

L'an deux mille dix-sept le jeudi 19 janvier à 20 h 00, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 13 janvier 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Elisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Souad TERKI, Nicole RIVOIRE, Saïd YAHIA-CHERIF, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU (arrivé à 21:40), Axelle ASIK, Sarra BEN ALI, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Emilie TOPSENT, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Gilles GARNIER, Patrick LASCoux, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

Absents ayant donné mandat :

Laurence CORDEAU est représentée par Maryvonne MOYA,
Guillaume SALOMON est représenté par Souad TERKI
Samira BUYTENDORP représentée par Sylvain NICOLAS-NELSON
Olivier DELEU représenté par Marcel SOLIGNY jusqu'à 21:40
Katia GRAVELOT est représentée par Laurent RIVOIRE
Miloud GHERRAS est représenté par Ibrahim DIARRA
Christiane DEL POZO est représentée par Olivier SARRABEYROUSE
Anne DEO est représentée par Patrick LASCoux

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

4 - DIRECTION DES FINANCES

AUTORISATIONS DE PROGRAMMES (AP) ET CRÉDITS DE PAIEMENTS (CP) BUDGET PRINCIPAL VILLE 2017

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

La procédure d'autorisation de programme/crédit de paiement (AP/CP) vise à planifier non seulement sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, la mise en œuvre des investissements.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes. L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

Avec le vote du Budget, il est nécessaire de voter les nouveaux montants relatifs aux opérations prévues budgétairement sous forme d'AP/CP.

Ainsi, dans le cadre du Budget Primitif 2017, les AP/CP vont faire l'objet des ajustements suivants :
La procédure d'autorisation de programme/crédit de paiement (AP/CP) vise à planifier non seulement sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, la mise en œuvre des investissements.

Il est proposé au conseil municipal d'ajuster les autorisations de programmes afin de prévoir de façon pluriannuelle les crédits relatifs aux opérations ci dessous :

Autorisations de programmes (AP)				Échéancier prévisionnel des crédits de paiements (CP)			
Libellé	Année	Montant affecté	Réalisations antérieures	2017	2018	2019	2020
N°10 – ANRU Londeau	2013	3 850 000	1 510 562	1 290 000			
N°11 – Extension groupe scolaire Jean Renoir	2014	18 590 435	1 142 869	4 384 130	5 682 642	5 682 642	1 698 152
N° 12 – Restructuration du groupe scolaire Paul Langevin	2015	15 000 000	104 197	10 000	50 000	50 000	14 785 803
N° 13 – ANRU Boissière	2015	2 350 000	1 624 162	730 000			
Total		39 790 435	4 381 790	6 414 130	5 732 642	5 732 642	16 483 955

Autorisations de programmes (AP)			Financements		
Libellé	Année	Montant affecté	Subventions	FCTVA	Autofinancement et emprunt
N°10 – ANRU Londeau	2013	3 850 000	1 160 250	606 693	2 083 057
N°11 – Extension groupe scolaire Jean Renoir	2014	18 590 435	0	2 872 610	15 717 825
N° 12 – Restructuration du groupe scolaire Paul Langevin	2015	15 000 000	0	2 364 150	12 635 850
N° 13 – ANRU Boissière	2015	2 350 000	1 562 500	370 384	417 116

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

Envoyé en préfecture le 30/01/2017
 Reçu en préfecture le 30/01/2017
 Affiché le 30/01/2017
 ID : 093-219300530-20170119-DELIB_17_01_04-DE

Total	39 790 435	2 722 750	6 213 837	30 853 848
-------	------------	-----------	-----------	------------

En fonction des éléments présentés ci dessus, le montant des dépenses total affecté aux AP s'élève à 39 790 435 euros.

Les Crédits de Paiement (CP) correspondants sont inscrits au Budget primitif 2017 et s'élèvent à 6 414 130 euros.

DELIBERATION

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2311-3,

Vu la nomenclature comptable M 14,

Vu le débat d'orientations budgétaires du 01 décembre 2016,

Vu le Budget Primitif 2017 et ses annexes du 19 janvier 2017,

Considérant la nécessité d'ajuster les crédits de paiements,

La commission des finances consultée,

DELIBERE

Article 1^{er} :

Les autorisations de programmes et les crédits de paiement correspondants sont ajustés, conformément au tableau détaillé ci-dessous. Le montant des autorisations de programmes relatives à ces opérations est adopté pour un total de **39 790 435 euros**.

Autorisations de programmes (AP)				Échéancier prévisionnel des crédits de paiements (CP)			
Libellé	Année	Montant affecté	Réalisations antérieures	2017	2018	2019	2020
N°10 – ANRU Londeau	2013	3 850 000	1 510 562	1 290 000			
N°11 – Extension groupe scolaire Jean Renoir	2014	18 590 435	1 142 869	4 384 130	5 682 642	5 682 642	1 698 152
N° 12 – Restructuration du groupe scolaire Paul Langevin	2015	15 000 000	104 197	10 000	50 000	50 000	14 785 803
N° 13 – ANRU Boissière	2015	2 350 000	1 624 162	730 000			
Total		39 790 435	4 381 790	6 414 130	5 732 642	5 732 642	16 483 955

Autorisations de programmes (AP)			Financements		
Libellé	Année	Montant	Subventions	FCTVA	Autofinancement et

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 30/01/2017
 Reçu en préfecture le 30/01/2017
 Affiché le 30/01/2017
 ID : 093-219300530-20170119-DELIB_17_01_04-DE

		affecté			emprunt
N°10 – ANRU Londeau	2013	3 850 000	1 160 250	606 693	2 083 057
N°11 – Extension groupe scolaire Jean Renoir	2014	18 590 435	0	2 872 610	15 717 825
N° 12 – Restructuration du groupe scolaire Paul Langevin	2015	15 000 000	0	2 364 150	12 635 850
N° 13 – ANRU Boissière	2015	2 350 000	1 562 500	370 384	417 116
Total		39 790 435	2 722 750	6 213 837	30 853 848

Article 2 :

Les crédits de paiement y afférent sont inscrits au budget 2017 à hauteur de **6 414 130 euros**.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

ABSTENTION : 11 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras),

POUR : 32 MAJORITÉ MUNICIPALE

La délibération est adoptée

Le Maire

Laurent Rivoire





EXTRAIT
du Registre des Délibérations du Conseil
Municipal

N° ...2017/01-05

L'an deux mille dix-sept le jeudi 19 janvier à 20 h 00, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 13 janvier 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Souad TERKI, Nicole RIVOIRE, Saïd YAHIA-CHERIF, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU (*arrivé à 21:40*), Axelle ASIK, Sarra BEN ALI, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Emilie TOPSENT, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

Absents ayant donné mandat :

Laurence CORDEAU est représentée par Maryvonne MOYA,
Guillaume SALOMON est représenté par Souad TERKI
Samira BUYTENDORP représentée par Sylvain NICOLAS-NELSON
Olivier DELEU représenté par Marcel SOLIGNY jusqu'à 21:40
Katia GRAVELOT est représentée par Laurent RIVOIRE
Miloud GHERRAS est représenté par Ibrahim DIARRA
Christiane DEL POZO est représentée par Olivier SARRABEYROUSE
Anne DEO est représentée par Patrick LASCOUX

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

5 - DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

APPROBATION DES CONVENTIONS D'OBJECTIFS 2017 DES ASSOCIATIONS SPORTIVES

Rapporteur : Monsieur Laurent RIVOIRE

Forte de 53 associations sportives et plus de 5000 licenciés, Noisy-le-Sec, ville sportive, mène une politique publique dynamique et volontariste pour le développement et le soutien du sport dans notre ville.

Soutenir le secteur sportif est une volonté municipale qui permet d'impulser auprès des associations noiséennes une politique sportive permettant la création de section en faveur du sport féminin, la mise en place de projets pour développer une pratique sportive partagée ou en faveur de sportifs porteur de handicap mais aussi pour soutenir le sport de haut niveau.

Les axes de cette politique sportive ambitieuse, mis en place par la Direction des sports et de la jeunesse, se traduisent également par :

- un soutien actif et renforcé aux sports scolaires
- des animations sportives destinées à tous les jeunes noiséens
- des événementiels sportifs destinés aux associations et aux jeunes de tous les quartiers
- un soutien financier, logistique et technique aux associations

Le soutien aux associations sportives se traduit par des aides indirectes et directes mais également par des partenariats nombreux sur différents projets. Les aides indirectes attribuées aux associations par la ville se traduisent notamment par la signature d'une convention de mise à disposition de locaux pour la pratique sportive des adhérents et ce de manière gracieuse comme l'autorise la délibération 2016/09-18 adoptée le 16 septembre 2016. Des aides directes sont également attribuées sous la forme de subventions de fonctionnement.

"l'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée" (article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000)

Cette obligation concerne les subventions "dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 €" (Décret n° 2001-495, 6 juin 2001, pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

Les associations sportives noiséennes qui percevront au titre de l'année 2017 une subvention municipale de plus de 23 000 € et qui doivent signer une convention d'objectifs avec la municipalité, sont les suivantes :

Basket Ball Association Noiséenne	23 000 €
Hand Ball Club Noiséen	23 000 €
Rugby Club Noiséen	31 500 €
Noisy-le-Sec Athlétisme	36 500 €
La Vigilante	52 500 €
Cercle des Nageurs Noiséens	93 000 €

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver les conventions d'objectifs annexées et d'autoriser, le cas échéant, leur signature par Monsieur le maire ou son représentant.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2121-29,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 en date du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000,

Considérant qu'il y lieu de soutenir financièrement les associations sportives qui ont pour objet de viser un but non lucratif, éducatif, de solidarité ou de développement des activités physiques et sportives.

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention avec les associations recevant une subvention dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 €.

Considérant que, pour l'année 2017, le conseil municipal a autorisé le versement de subventions supérieure à 23 000 € aux associations sportives suivantes :

Basket Ball Association Noiséenne	23 000 €
Hand Ball Club Noiséen	23 000 €
Rugby Club Noiséen	31 500 €
Noisy-le-Sec Athlétisme	36 500 €
La Vigilante	52 500 €
Cercle des Nageurs Noiséens	93 000 €

DELIBERE**Article 1:**

Approuve les conventions d'objectifs conclues pour l'attribution des subventions se trouvant en annexe.

Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer lesdites conventions.

Article 3 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget primitif 2017 à l'imputation 6574.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITÉ**La délibération est adoptée****Le Maire****Laurent Rivoire**



EXTRAIT
du Registre des Délibérations du Conseil
Municipal

N° ...2017/01-06

L'an deux mille dix-sept le jeudi 19 janvier à 20 h 00, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 13 janvier 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BEN HAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Souad TERKI, Nicole RIVOIRE, Saïd YAHIA-CHERIF, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU (*arrivé à 21:40*), Axelle ASIK, Sarra BEN ALI, Julien-Jack RAGAZ, Sylvain NICOLAS-NELSON, Maryvonne MOYA, Dulcinée AVRIL, Emilie TOPSENT, Fadhil KORIMBOCUS, Emmanuel MERCIER, Ibrahim DIARRA, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD.

Absents ayant donné mandat :

Laurence CORDEAU est représentée par Maryvonne MOYA,
Guillaume SALOMON est représenté par Souad TERKI
Samira BUYTENDORP représentée par Sylvain NICOLAS-NELSON
Olivier DELEU représenté par Marcel SOLIGNY jusqu'à 21:40
Katia GRAVELOT est représentée par Laurent RIVOIRE
Miloud GHERRAS est représenté par Ibrahim DIARRA
Christiane DEL POZO est représentée par Olivier SARRABEYROUSE
Anne DEO est représentée par Patrick LASCOUX

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

6 - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ÉCONOMIQUE

CESSION À L'EURO SYMBOLIQUE DES PARCELLES APPARTENANT À LA VILLE AU SEIN DU PARC DES GUILLAUMES AU TERRITOIRE EST ENSEMBLE

Rapporteuse : Madame Yveline JEN

Est Ensemble a délibéré comme d'intérêt communautaire un certain nombre de parcs et jardins disposant d'un rayonnement à l'échelle du territoire. Sur le territoire communal, le Parc des Guillaumes, situé au sein du quartier de la Boissière, a ainsi été transféré, s'agissant de son aménagement et de sa gestion, à Est Ensemble.

Le Parc des Guillaumes a été inauguré en 2013. L'aménagement de sa partie sud a été suspendue dans l'attente des aménagements nécessaires au prolongement de la ligne 11 du métro. Une station de la ligne prolongée desservira d'ailleurs de façon privilégiée cet équipement.

Néanmoins, bien que de compétence territoriale, le Parc des Guillaumes présente la spécificité de voir sa propriété foncière partagée entre la Ville de Noisy-le-Sec et la SEM Noisy-le-Sec Habitat, au titre de l'opération d'aménagement de la ZAC des Guillaumes.

Afin de mettre en cohérence la situation foncière de cet équipement avec sa gestion, la Ville et Est Ensemble ont décidé de procéder aux régularisations foncières. Le Bureau de Territoire, lors de sa séance du 14 décembre 2016, a ainsi donné son accord à l'acquisition des emprises appartenant à la SEM Noisy-le-Sec Habitat dans les conditions initialement prévues par le traité de concession de la ZAC ainsi que les CRACL depuis approuvés par le Conseil Municipal, ainsi qu'aux emprises appartenant à la Ville de Noisy-le-Sec.

Les emprises appartenant à la Ville et objet de la présente délibération constituent la partie nord du Parc des Guillaumes, pour une superficie de 19 033 m². Il s'agit plus précisément des parcelles cadastrées section AN n° 222, 223, 224, 225, 226, située en zone NP du Plan Local d'Urbanisme.

En application des dispositions combinées du Code Général des Collectivités Territoriales et du Code Général de la propriété des personnes publiques, la Ville de Noisy le Sec et l'EPT Est Ensemble souhaitent aujourd'hui procéder au transfert de propriété de ces emprises foncières relevant du domaine public, tel qu'autorisé par l'article L.3112-1 du CG3P, pour l'euro symbolique, cette cession devant être analysée comme un transfert de charges nécessaire au bon exercice de la compétence de l'Établissement Public Territorial, conséquemment à un transfert de compétence.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver la cession des emprises de terrains mentionnées ci-avant pour l'euro symbolique au profit de l'Établissement Public Territorial Est Ensemble, et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom de la Ville, toute pièce ou acte nécessaire à la présente délibération.

DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment les article L. 2241-1 et suivants,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.3112-1,

Vu la décision du bureau de territoire du 14 décembre 2016 relative à l'acquisition à l'euro symbolique des parcelles appartenant à la ville au sein du parc des Guillaumes à Noisy-le-Sec,

Vu la décision du bureau de territoire du 14 décembre 2016 relative à l'acquisition amiable de plusieurs parcelles au sein du parc des Guillaumes à Noisy-le-Sec appartenant à la SAEM Noisy-le-Sec Habitat,

Vu l'avis des domaines en date du 5 décembre 2016,

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 30/01/2017

Reçu en préfecture le 30/01/2017

Affiché le 30/01/2017

ID : 093-219300530-20170119-DELIB_17_01_06-DE

Vu délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Est Ensemble en date du 13 décembre 2011, relative à l'extension des compétences de la Communauté d'Agglomération en matière, notamment, de gestion et d'entretien des espaces verts de plus de 5 hectares existants et en cours de réalisation,

Considérant que la Ville est propriétaire des parcelles cadastrées section AN n° 222, 223, 224, 225, 226 d'une superficie totale de 19 033 m²,

Considérant que l'Établissement Public Territorial Est Ensemble est gestionnaire de ce parc et qu'il convient de régulariser la situation foncière de ce dernier,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Autorise la cession des parcelles cadastrées section AN n° 222, 223, 224, 225, 226 à Noisy-le-Sec d'une superficie d'environ 19 033 m² au profit de l'Établissement Public Territorial Est Ensemble demeurant au 100 Avenue Gaston Roussel à Romainville (93230),

Article 2 :

Cette cession sera finalisée à l'euro symbolique au profit de l'Établissement Public Territorial Est Ensemble, dans le cadre du transfert de charges nécessaire à l'exercice de la compétence de gestion des parcs et jardins.

Article 3 :

Les frais d'actes seront à la charge de l'Établissement Public Territorial Est Ensemble, acquéreur des emprises concernées.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

UNANIMITÉ

La délibération est adoptée



Le Maire

Laurent Rivoire